



**Déclaration liminaire
FSU / CGT Educ'action
CTA du 29 janvier 2020
Académie de Poitiers**

Madame la Rectrice,
Mesdames et messieurs les membres de ce CTA,

Nous ne sommes pas en dictature en effet si on considère que des élections ont eu lieu qui ont vu l'arrivée au pouvoir du président Macron et de son gouvernement ensuite.

En ce sens, la démocratie, dans sa dimension la plus formelle, est là.

Mais observons tout d'abord que la dictature ne dit jamais son nom et que par ailleurs, il y a loin d'une démocratie formelle à la démocratie en acte, comme nous l'ont montré les luttes sociales du XIX. Or sur ce point, la politique mise en œuvre par ce gouvernement est une remise en cause sans précédent et gravissime des droits sociaux de chaque citoyen.

Tout d'abord, la réalité des violences de la part de l'Etat est chaque jour plus patente : il ne s'agit pas seulement de la violence policière, des pressions et gardes à vue contre des journalistes. Il s'agit aussi des coups de menton incessants, des menaces proférées par les uns et les autres, du déni total de l'ampleur des contestations, du mépris trop longtemps affiché, de la sémantique assénée...

Le Ministre Blanquer est coutumier de cela et à tous les niveaux de décision, un cynisme se répand, une indifférence coupable rampe qui forment une violence institutionnelle.

La démocratie œuvre à garantir à chacun des droits à la dignité ; aujourd'hui, le droit à une pension décente, un droit à la retraite à un âge raisonnable, l'équité en ce domaine sont tout simplement reniés par ce gouvernement et la réforme qu'il porte.

La démocratie sociale que nous voulons suppose la représentativité, le respect en toute transparence et équité des droits des personnels, le débat contradictoire.

Or par la loi de transformation de la fonction publique, ce gouvernement piétine le paritarisme, piétine par là même les syndicats et surtout les droits des personnels.

Les lignes directrices de gestion acte la mort du paritarisme et par là même, une dimension importante du dialogue social.

D'ailleurs on devrait se garder d'utiliser le mot aujourd'hui, ne serait-ce que par un respect élémentaire de la langue.

La démocratie œuvre à l'émancipation de chaque citoyen et l'Ecole devrait jouer ici un rôle déterminant. Elle en est de plus en plus empêchée par une austérité budgétaire qui résonne comme un dogme purement idéologique, par des choix politiques qui aggravent encore les inégalités de territoires et sociales.

Le budget qui nous est ici présenté en est le reflet :

Le premier degré sera ponctionné de 21.5 ETP mais pire est l'injonction de trouver 175 postes pour répondre aux promesses présidentielles. Si nous ne pouvons qu'approuver la volonté de baisse des effectifs -GS-CP-CE1 à 24 élèves/classe, 12 en éducation prioritaire- ce ne sera possible qu'en supprimant les PDMQDC et en opérant un redéploiement qui dégradera la situation du plus grand nombre.

L'inclusion des élèves en situation de handicap, toujours plus nombreux, reste affichée comme une priorité ministérielle, mais cette priorité ne se traduit pas en moyens supplémentaires, alors que l'urgence est déjà là.

L'outrage tient aussi ici dans le vocabulaire utilisé qui ose le terme « d'accompagnement » de la voie professionnelle alors qu'une nouvelle saignée de 21 ETP se prépare, alors que le ministre parle d'augmenter pour cette filière « son attractivité et son prestige ». On nous opposera les chiffres ; mais c'est là qu'est la violence car qui peut aujourd'hui ignorer le fait que certains élèves ont besoin de davantage pour réussir ?

Si l'argument valait, comment concevoir alors qu'à effectifs constants, le second degré subisse un retrait effectif de 50 ETP, si ce n'est à admettre alors -ce que nous avons compris d'ailleurs- que la réforme du lycée était pensée pour supprimer des centaines d'emplois chaque année ?

Parce que la liberté de l'élève que l'on nous a vantée, la simplification de l'examen en même temps que le renforcement de son niveau d'exigence, la réalité les dément cruellement aujourd'hui. Et là encore il faut souffrir ou d'un orgueil démesuré ou d'une cécité inquiétante pour ne pas le voir. Cette réforme, en plus de compromettre la formation de l'élève, ne manquera pas d'avoir des effets sur l'emploi du temps au moment de mettre en œuvre le binôme de spécialités en Terminale. A terme, elle risque de compromettre la pratique du sport scolaire. Les élèves sont prisonniers actuellement d'un choix qui les condamnera peut-être au moment d'accéder au Supérieur.

Les E3C, les conditions d'élaboration des sujets, de leur passation, de la correction portent gravement atteinte aux droits des élèves en matière d'équité, atteinte aussi à la valeur du diplôme et de notre institution, accablent enfin les équipes.

Ce CTA nous donnera l'occasion de développer un à un ces points puisque les questions qu'il pose ont bien sûr un rapport immédiat à la politique générale que nous venons de dénoncer.

Aussi, nous terminerons en rappelant que la FSU et la CGT Educ'action continueront de se battre pour :

- exiger le retrait du projet de réforme des retraites porté par ce gouvernement
- exiger des budgets qui garantissent le droit de chaque élève à une formation de qualité quelque soit le territoire qui est le sien
- exiger la suppression des E3C, la transformation de ces épreuves locales en épreuves nationales, la possibilité pour les élèves de maintenir 3 spécialités en terminale
- exiger une rémunération décente pour tous les personnels de l'éducation, revalorisation qui soit déconnectée de la question des retraites, revalorisation qui ne doit pas être le prétexte à une refonte de nos métiers et à l'accumulation de nouvelles missions.
- exiger le maintien de la richesse du réseau Canopé son offre, ses agents, ses métiers.

La responsabilité, l'esprit démocratique voudraient que nos décideurs entendent ces revendications qui s'expriment aujourd'hui encore dans des formes légales et institutionnelles mais qui pourraient, donner lieu demain à l'une des plus violentes crises sociales que notre pays ait jamais connues. La responsabilité en reviendrait alors au Président de la République et à ses ministres, sourds depuis trop longtemps aux avertissements de nos organisations syndicales, à la contestation qui s'exprime depuis des semaines dans la rue.